

Brèves Matinales

Ce document est un condensé de la presse nationale et internationale, il ne reflète en aucun cas le point de vue du Centre Carter. La sélection d'articles présentée n'a pas vocation à être exhaustive.

Brèves Matinales - mercredi 7 décembre 2022

SOMMAIRE

- RDC : le M23 se dit prêt à entamer le « désengagement et le retrait »
- RDC : prochaine réunion entre groupes armés et gouvernement en janvier dans l'Est
- Agression dans l'Est : « Tous les responsables du M23 finiront à la CPI » (Patrick Muyaya)
- Soutien de l'UE au Rwanda : « Cette politique où on dit en paroles, nous respectons la souveraineté congolaise mais en réalité on l'entrave est inacceptable » (Député européen)
- La RDC demande à la CPI d'ouvrir une enquête sur la tuerie de Kishishe
- RDC : l'ONU déploie une première mission d'enquête à proximité de Kishishe
- Nord-Kivu : Les USA offrent à la RDC 500 millions USD d'aide humanitaire
- Les populations civiles de plus en plus victimes de graves violations des droits humains, selon OCHA
- Sud-Kivu : NCA et AFEM sensibilisent les leaders locaux sur la lutte contre les violences conjugales et domestiques
- Nairobi : 40 % des femmes ont participé au panel spécifique dédié aux survivantes des violences sexuelles
- Nord-Kivu : Insécurité dans le camp de réfugiés, quatre personnes tuées à Nyiragongo

1. DROITS HUMAINS

La RDC demande à la CPI d'ouvrir une enquête sur la tuerie de Kishishe

Les autorités de la RDC veulent que la CPI ouvre une enquête sur ce qui s'est passé à Kishishe dans l'est du pays, le mardi 29 novembre. Lundi, le gouvernement a avancé un bilan très lourd de 272 morts. Les autorités accusent le M23 de s'en être pris aux habitants. Kinshasa affirme vouloir interpeller la justice internationale. Rose Mutombo, la ministre congolaise de la Justice, est ce mardi à La Haye où se tient la 21e Assemblée des États parties. À la tribune, elle a alerté sur la situation sécuritaire dans l'est de la RDC : « Pendant que nous sommes dans cette salle, une partie de l'est du territoire de la RDC est le théâtre de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre, de crimes de génocide et de crimes d'agression qui occasionnent des milliers des morts, des violences sexuelles, sans compter des déplacements massifs de populations ». La ministre a demandé une minute de silence et a assuré que les auteurs de ces crimes étaient connus : les ADF et le M23, allant même jusqu'à qualifier ce dernier de « supplétifs de l'armée rwandaise ».

RDC: l'ONU déploie une première mission d'enquête à proximité de Kishishe

La Mission des Nations Unies (MONUSCO) et le Bureau des Nations Unies pour les droits de l'homme ont déployé une équipe des droits de l'homme pour une première enquête sur les violences qui auraient été perpétrées contre les civils pendant les combats entre le M23 et les maï-maï à Kishishe, dans le territoire de Rutshuru, à la fin du mois dernier. Selon les sources onusiennes, cette équipe discute avec les autorités locales et interroge les témoins et les victimes pour évaluer le nombre des victimes à Kishishe, qui est toujours sous contrôle du M23. Les casques bleus ont également assuré une protection et évacué des civils qui cherchaient à se réfugier à la base de la Monusco à Rwindi, même si l'instabilité dans la zone continue de compromettre l'accès.

Nord-Kivu : Les USA offrent à la RDC 500 millions USD d'aide humanitaire

Pour soutenir les activités humanitaires au Nord-Kivu, le gouvernement des États-Unis d'Amérique a octroyé au gouvernement de la RDC cinq cents millions de dollars américains. C'est le directeur de l'agence américaine pour le développement international (USAID), en RDC, John Dunlop, qui a annoncé l'octroi de ce financement le lundi 5 décembre 2022 à Goma, en présence du Gouverneur du Nord-Kivu, le lieutenant-général Constant Ndimba Kogbwa. A en croire le représentant de l'USAID cité par la Radio Okapi, cet appui financier sera réparti à travers cinq axes prioritaires en faveur des déplacés de guerre du territoire de Rutshuru et dont la majeure partie est actuellement concentrée dans le territoire de Nyiragongo. Cet appui du gouvernement américain pour soutenir les activités humanitaires au Nord-Kivu, est un premier décaissement d'un financement global évalué à deux milliards de dollars américains.

RDC : les populations civiles de plus en plus victimes de graves violations des droits humains, selon OCHA

Les populations civiles continuent d'être victimes de graves violations des droits humains dans l'Est de la RDC, indique le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), dans un document parvenu mardi 6 décembre à Radio Okapi. La situation sécuritaire et de protection des civils continue à se détériorer dans les territoires de Rutshuru et Nyiragongo (Nord-Kivu) « à la suite de la poursuite et l'avancé des affrontements, notamment vers les zones non encore affectées par la crise. Les populations civiles sont de plus en plus victimes de graves violations/abus des droits humains », a dit cette agence onusienne dans son dernier rapport de situation humanitaire. Selon OCHA, les acteurs de la protection ont documenté au moins 90 incidents de protection entre les 14 au 27 novembre dernier, dans les territoires de

Rutshuru et Nyiragongo. Depuis le 30 novembre dernier, des alertes font état des meurtres de nombreux civils au village de Kishishe dans la zone de santé de Kibirizi, territoire de Rutshuru. Plus de 390.000 personnes déplacées à la suite des affrontements

2. DROITS DES FEMMES

Sud-Kivu : NCA et AFEM sensibilisent les leaders locaux sur la lutte contre les violences conjugales et domestiques

L'Association des Femmes des médias, Norwegian Church Aid et NCA ont tenu une table ronde à Bukavu pour sensibiliser les leaders communautaires sur la lutte contre les violences conjugales et domestiques. " Des violences sexuelles continuent à être enregistrées et elles sont notamment causées par les groupes armés. Malheureusement, nous constatons que les femmes continuent à vivre des violences dans le milieu où elles doivent se sentir sécurisées, donc en famille" a précisé Riborg Knudsen, directrice pays de NCA/RDC. Au Sud-Kivu, plusieurs femmes ont été victimes de violences conjugales. A titre d'exemple, la journaliste Charline Kitoko et l'activiste des droits de l'homme de Kalehe qui ont toutes les deux perdu la vie au courant de l'année. " Plusieurs femmes ont été battues et subies des violences de la part de leurs maris, ou de leurs partenaires. Cette table ronde est une façon de conscientiser les leaders qui travaillent dans la lutte contre les violences sexuelles et ainsi permettre aux femmes de briser le silence" a souligné le docteur Rachel Mbuma, coordinatrice du programme VSBG chez NCA.

Nairobi : 40 % des femmes ont participé au panel spécifique dédié aux survivantes des violences sexuelles

Parmi les membres de la société civile, 40 % étaient des femmes avec un panel spécifique dédié aux survivantes des violences sexuelles, lors du troisième round du processus pour la paix dans l'Est de la RDC, dont les travaux se sont clôturés ce mardi 6 décembre au Safari Park Hôtel de Nairobi. Ces femmes ont rencontré le facilitateur Uhuru Kenyatta pour parler de leurs souffrances à la suite de l'activisme des groupes armés dans l'Est de la RDC. Au moins 225 délégués représentant la Présidence de la République, le Programme DDRC-S, 47 groupes armés et la société civile des provinces de l'Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema et Tanganyika ont pris part à ces travaux. Pendant sept jours, les différents participants ont identifié les processus politiques et les réformes institutionnelles nécessaires pour créer un environnement propice au désarmement des groupes armés avec la participation des communautés.

3. SITUATION POLITIQUE

RDC : le M23 se dit prêt à entamer le « désengagement et le retrait »

Le M23 s'est dit, mardi 6 décembre, prêt à entamer le désengagement et le retrait de ses positions actuelles, même s'il n'était pas représenté au mini-sommet de Luanda. Dans un communiqué, cette rébellion a promis « d'apporter son soutien aux efforts régionaux visant à instaurer une paix durable en RDC ». Ce mouvement rebelle demande également de rencontrer le facilitateur de l'EAC pour des discussions, indique le communiqué.

RDC : prochaine réunion entre groupes armés et gouvernement en janvier dans l'Est

Groupes armés et gouvernement de la République démocratique du Congo tiendront une prochaine séance de pourparlers de paix en janvier dans l'est de la RDC, après trois premières réunions au Kenya, a annoncé mardi la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est (EAC). Cette annonce a été faite à l'issue de la troisième session du "dialogue inter-congolais", qui a réuni pendant huit jours à Nairobi représentants d'une cinquantaine de groupes armés, du gouvernement et de la société civile. La rébellion du M23, qui mène une offensive dans l'est du pays et que Kinshasa qualifie de mouvement "terroriste", ne participe pas à ces discussions. "Une réunion se tiendra en janvier à Goma et Bunia pour évaluer les progrès (réalisés) et commencer à aborder l'agenda de moyen et long terme", a déclaré l'EAC, qui assure la médiation des discussions, dans un communiqué.

Agression dans l'Est : « Tous les responsables du M23 finiront à la CPI » (Patrick Muyaya)

Le porte-parole du gouvernement, et ministre de la communication et Médias, Patrick Muyaya, a annoncé que sur instruction du Chef de l'État Félix Tshisekedi, une enquête en interne et en externe devrait être lancée pour établir des responsabilités dans les massacres de Kishishe et à cette occasion, la ministre de la Justice, Rose Mutumbo, a donné une injonction à l'auditeur général pour débiter les enquêtes et a également tenu un discours à ce sujet, au siège de la Cour pénale internationale (CPI), à la Haye aux Pays-Bas. « Ces massacres se répètent dans l'Est de la République parce qu'il y a impunité. Et ce, parce que le Rwanda couvre les criminels et pourtant ils sont sur les listes des États-Unis et des Nations-Unies. Cette fois-ci, comme on a saisi la Cour pénale internationale, tous les responsables du M23 finiront à la CPI [...] Nous sommes engagés sur les fronts médiatique, militaire, diplomatique et judiciaire. Dans le front judiciaire, nous irons jusqu'au

bout parce que si justice n'est pas faite, le mal va durer davantage », a annoncé Patrick Muyaya qui participait à une émission radiophonique sur Top Congo FM.

Soutien de l'UE au Rwanda : « Cette politique où on dit en paroles, nous respectons la souveraineté congolaise mais en réalité on l'entrave est inacceptable » (Député européen)

La situation sécuritaire dans l'Est de la République démocratique du Congo, s'est désormais invitée au sein du Parlement européen depuis quelques jours. Après la sortie médiatique du samedi 3 décembre dernier de la députée européenne Maria Arena, au sujet du soutien financier de l'Union européenne à l'armée rwandaise, c'est le tour du député européen du Parti du travail de Belgique (PTB), Marc Botenga, qui au cours d'une plénière du Parlement européen a chargé le pays de Paul Kagame, d'être l'instigateur de massacres perpétrés dans l'Est de la RDC. « *Le gouvernement rwandais soutien les rebelles du M23. Les rebelles qui sèment la terreur, la mort en République démocratique du Congo, notamment à l'Est, où ce conflit a déjà fait des millions de morts. Nous savons donc toute la responsabilité du gouvernement rwandais et alors que fait l'Union européenne ? Que font les pays européens ? On s'attendait à des sanctions, c'est la réponse que l'Union européenne a souvent quand on voit ce genre d'action de la part d'un pays contre un autre* », a déclaré Marc Botenga.

4. SECURITE

Nord-Kivu : Insécurité dans le camp de réfugiés, quatre personnes tuées à Nyiragongo

Un militaire, deux femmes et un jeune homme ont été tués dans la nuit de samedi à dimanche 5 décembre, à la suite d'un incident impliquant un soldat au village Buhama, du groupement Kibati, dans le territoire de Nyiragongo (Nord-Kivu). C'est le commissaire supérieur de ce territoire, Patrick Iduma, qui confirme cette information à la presse locale. « *Un militaire en état d'ébriété a tiré sur un jeune homme après une dispute. Il a ensuite tiré plusieurs autres coups de feu et blessé deux femmes qui ont succombé à leurs blessures à l'hôpital. Le meurtrier a réussi à s'enfuir* ». Révoltée par ces meurtres, la population a lynché un militaire qui était de passage, le confondant avec son compagnon d'arme qui s'était échappé. Ainsi, quatre personnes ont trouvé la mort lors de cet incident. L'administrateur du territoire de Nyiragongo, indique qu'un autre militaire qui accompagnait l'auteur du triple meurtre a été interpellé.

Équipe de la Maison des Droits de l'Homme du Centre Carter Pour nous contacter directement
infomdhcongo@cartercenter.org

<https://vifcongo.org/>

www.cartercenter.org

(+243) 81 709 83 29 372, Av. Colonel Mondjiba, Concession Immotex Bâtiment 9B C/ Ngaliema, Kinshasa
République Démocratique du Congo